

Quand la France recrutait de force des immigrés

REPORTAGE Jeudi, la mairie d'Arles rendra hommage aux derniers travailleurs indochinois enrôlés en 1939 par la France. 8 000 d'entre eux ont travaillé dans le Sud-Ouest, en Dordogne et en Gironde

YANN SAINT-SERNIN
ET WILLY LE DEVIN

Ses enfants le disent pudique. Son histoire, il l'a tue pendant des décennies. « Dans mon village de la province de Hanam (NDLR: Vietnam), il en fallait 20. Il n'y en avait que huit. Les autres ont été forcés et j'ai été désigné. Comme mon oncle était maire, il s'est proposé d'intervenir auprès du préfet mais je ne voulais aucun traitement de faveur. Je me suis dit que j'allais découvrir la France », confie Vu Quang Huy, 90 ans, resté à Bergerac (24). À l'époque, il en a à peine 20, et comme 20 000 autres ouvriers « annamites », selon le terme de l'administration de l'époque, il allait bonder des navires à destination de Marseille.

Son premier contact avec la métropole sera la prison des Baumettes où les contingents d'Indochinois sont répartis en compagnies de 250 hommes, avant d'être disséminés dans tout l'Hexagone. 8 000 partiront dans le Sud-Ouest, où les deux plus gros employeurs seront les poudreries de Saint-Médard-en-Jalles (2 250 hommes) et de Bergerac (1 750 hommes).

Dans des baraquements

Les conditions y sont difficiles. Dans un témoignage recueilli par le journaliste Pierre Daum, auteur d'un ouvrage intitulé « Immigrés de force », un ouvrier de Saint-Médard raconte : « Nous sommes logés dans des baraques en bois. Nous sommes bien traités. [...] Mais la poudre nous rentre dans les cheveux, les yeux, les dents, les narines. De retour au camp, on n'arrive pas à manger. » N'Guyen Van Liên, employé à Bergerac, se souvient : « L'encadrement était militaire. Pour aller du camp à l'usine, nous marchions en rangs. À l'intérieur de la poudrerie, il y avait une prison. Quand on manquait de respect à un chef, c'était trois mois d'enfermement. »

L'ambiguïté du statut de ces travailleurs est perceptible dès les premiers mois consécutifs à leur arrivée en France. Liêm-Khê Luguern, docteur à l'EHESS, et qui rédige une thèse sur la question l'explique : « Ils ne sont ni civils ni militaires. Ils dépendent du ministère du Travail qui est chargé de leur fournir l'habillement et la nourriture. Leur salaire est dérisoire. »

L'armistice de 1941 voit leur quotidien se dégrader. Seuls 5 000 d'entre eux pourront être rapatriés en Indochine. Pour les autres, Bergerac devient l'un des cinq centres de cantonnement en France. Liêm-Khê Luguern relève que le blocus imposé par les Britanniques empêche des retours importants. « Le souci du gouvernement de Vichy est alors de leur trouver des emplois afin qu'ils ne coûtent rien à l'État. » En Dordogne, près de la commune des Eyzies, quelque 700 Indochinois partici-



En Dordogne, les ouvriers Indochinois participent de 1941 à 1943 à l'assainissement de la vallée des Beunes. Vu Quang Huy, l'un des derniers témoins, vit toujours à Bergerac. Il illustre le parcours de ceux qui faisaient partie de l'encadrement dans les camps. PHOTOS DR

pent à l'assainissement et au nettoyage de la vallée des Beunes entre 1941 et 1943. Logés dans des baraquements à l'électricité et au chauffage incertains, ils contribuent, pieds nus, à l'assèchement d'une zone fortement inondée. N'Guyen Van Liên raconte : « Nous plantions du riz près des baraques pour nous nour-

« Beaucoup seront considérés comme des "collabos" par le Viêt-minh »

rir. L'hiver, nous avions froid. Certains mouraient de la tuberculose. » Vu Quang Huy confirme : « On souffrait de sous-nutrition. »

Restés muets

De la libération à 1952, les rapatriements s'opèrent au compte-gouttes sur fond de guerre d'Indochine. Seul un millier d'hommes restera en France définitivement. Il s'agit la

plupart du temps d'une petite élite constituée d'interprètes, et de surveillants. L'histoire de Vu Quang Huy illustre ce parcours : « Je suis resté car j'avais fait des études et je parlais français. Je me suis marié en 1950 avec la fille de la famille qui m'hébergeait. Étant donné mon statut de cadre dans ma compagnie, j'étais logé chez l'habitant. Je ne suis jamais retourné une seule fois au Vietnam. » Son décret de naturalisation est publié en 1953. Vraisemblablement, la majeure partie de la population rentrée au pays est demeurée muette. Beaucoup seront considérés comme des « collabos » par le Viêt-minh. « Ceux qui sont restés en France ne sont pas complètement représentatifs de ce qu'ont vécu ces 20 000 personnes. C'est un problème pour l'historien car il demeure extrêmement difficile de recueillir le témoignage des simples ouvriers », assure Liêm-Khê Luguern.

Nicolas Ong, petit-fils de travailleur indochinois rencontré à

Des hôtes sous surveillance

■ En 1947, il reste environ un millier d'Indochinois en Gironde, répartis dans trois camps à Gajac, Eysines et Cazaux. Qualifiée de « désœuvrée » par la préfecture, cette main-d'œuvre inquiète les autorités. « Je vous demande de suivre attentivement la situation dans les milieux indochinois », stipule le ministère de l'Intérieur en décembre 1946.

Alors que la guerre d'Indochine vient de débiter, la communauté prend majoritairement fait et cause pour l'indépendance du Vietnam. Des manifestations sont organisées.

Bordeaux, estime que sur les 22 derniers survivants, seuls 11 acceptent de parler. Il indique qu'un vieux monsieur, qui fut ouvrier, réside toujours dans le Médoc.

Le lendemain après-midi, au deuxième étage d'une résidence

Ces mouvements accélèrent les rapatriements. En 1947, une note de la préfecture de Bordeaux indique : « La présence de travailleurs indochinois à proximité d'une grande ville représente une menace constante pour l'ordre public. »

En février 1948, 120 « meneurs » sont arrêtés dans le Sud-Ouest et conduits dans un camp fermé à Bias (Lot-et-Garonne) avant d'être rapatriés d'urgence. La plupart des Indochinois de Bordeaux transiteront ensuite par ce camp avant de regagner Marseille et l'Indochine.

paisible, Doan T., 92 ans, se prépare à faire des courses. Nous sonnons. Il ne répond pas. Nous insistons. Chevelure blanche et lunettes fines. « Ça ne sert à rien de parler de ça. C'est trop loin. » Sourire poli, il claque la porte.